

<b>Zeitschrift:</b>	Wasser- und Energiewirtschaft = Cours d'eau et énergie
<b>Herausgeber:</b>	Schweizerischer Wasserwirtschaftsverband
<b>Band:</b>	67 (1975)
<b>Heft:</b>	11-12
<b>Artikel:</b>	La politique du blé de Leurs Excellences de Berne = Die Getreidepolitik der Gnädigen Herren von Bern
<b>Autor:</b>	Chevallaz, Georges-André
<b>DOI:</b>	<a href="https://doi.org/10.5169/seals-920940">https://doi.org/10.5169/seals-920940</a>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 18.02.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## La politique du blé de Leurs Excellences de Berne

Conférence de Dr. Georges-André Chevallaz, Conseiller fédéral

On s'est souvent demandé quels rapports l'histoire peut ou doit avoir avec la politique. Trace-t-elle une ligne directrice que pourraient suivre confortablement les gouvernants et les peuples? Donne-t-elle des modèles? En dégage-t-on des lois?

Pour dégager des lois, l'histoire devrait être une science, c'est-à-dire fonder sur des observations précises, objectives, incontestables, sur des enchaînements répétés avec exactitude les projections qu'elle pourrait jeter vers l'avenir, pour nous en décrire un avenir déterminé. Hegel l'a formulé: «La seule idée qu'apporte la philosophie est cette simple idée de la raison que la raison gouverne le monde et que par suite l'histoire universelle est rationnelle.» Karl Marx a construit — sur une analyse en soi remarquable — le matérialisme historique et la dialectique d'une démarche de progrès aboutissant inéluctablement au triomphe du communisme.

Or l'histoire — la relativité, la diversité, les divergences du communisme même le démontrent — n'obéit pas à des lois et ne définit aucun schéma d'avenir. Tout d'abord parce que ceux qui l'observent et qui la décrivent n'en possèdent jamais toutes les données, ni la pondération de ces données. Ensuite parce qu'ils ne peuvent reconstituer le passé sans une certaine rétroprojection du présent, et parce que, forcément, cette projection est influencée par une certaine optique, une certaine philosophie, qui ne manque pas d'influencer leur reconstitution, même s'il s'agit de l'histoire des Incas ou de la civilisation des Mèdes et des Perses.

Enfin, s'il est un facteur que l'historien ne peut nier, c'est le rôle du hasard: «Jamais un coup de dé n'abolira.» C'est l'incertitude du facteur humain, irréductible lui-même à des comportements déterminés. C'est le nez de Cléopâtre...

Fonder la prévision sur l'histoire, c'est, pour reprendre un mot de Valéry: «... entrer dans l'avenir à reculons.» Or, ajoute-t-il: «C'est là pour moi la plus certaine et la plus importante leçon de l'histoire, car l'Histoire est la science des choses qui ne se répètent pas, contrairement à la Physique et, dans quelque mesure, à la Biologie.»

Mais si l'histoire ne se répète pas, si l'on n'en dégage pas des règles et des lois infaillibles, un avenir tracé d'avance qui nous conduirait d'ailleurs à la résignation passive, on y peut et on y doit trouver un faisceau d'expériences, de réactions, de précédents qui, sans constituer jurisprudence, n'en établissent pas moins des constantes: constantes de comportements divers, constantes d'effets non nécessairement identiques.

L'histoire n'enseigne pas à gouverner: elle peut y aider en nous évitant de subir trop brutalement le choc de l'événement, de coller trop à la circonstance, en nous donnant un certain recul et un certain prolongement de relativité, en nous plaçant non seulement à l'échelle des faits, mais aussi à la dimension des hommes. Elle met en garde — bien souvent en vain d'ailleurs — contre la croyance à l'infaillibilité d'un système et contre cette démesure que les tragédies grecques frappaient d'un impitoyable destin. Elle montre aussi l'influence dans le facteur humain, de la donnée volontaire, cette constatation de Denis de Rougemont: «La décadence commence quand les hommes ne disent plus qu'allons-nous faire, mais qu'est-ce qui va nous arriver?»

Mais en voilà assez pour justifier qu'un conseiller fédéral puisse encore, à l'occasion, se replonger dans l'histoire, surtout si cette histoire se passe à Berne et s'il s'agit de la politique des blés qui relève actuellement de sa responsabilité.

Les jugements portés sur l'ancien régime bernois oscillent entre la nostalgie du bon vieux temps en images à la Freudemberger et la condamnation sans appel d'une oligarchie étriquée, conservatrice, exclusive à la défense de ses intérêts matériels.

Ces deux positions extrêmes doivent être nuancées.

D'abord le bon vieux temps n'était pas si bon, parce que les hommes n'y étaient ni meilleurs ni pires sans doute qu'en d'autres époques, mais surtout parce que les conditions de vie n'y étaient de loin pas les nôtres. Le feu de bois est sans doute plus agréable à la vue et à l'odorat que le mazout. Les promenades en calèche sont pleines de charme les dimanches sans autos: mais s'il m'avait fallu venir en diligence à Interlaken, j'aurais dû partir tôt ce matin et n'aurais pu me rendre à Zurich entre-temps. Nous aurions quelque peine à rétrograder à des maisons sans électricité, sans eau courante et sans W.C., à des villes sans dentistes et sans hôpitaux dignes de ce nom, sans anesthésie et sans pénicilline, aux épidémies, à la mortalité infantile. «J'ai dansé agréablement avec ces belles filles des patriciens suisses», constate un ambassadeur de France du 17ème siècle, «mais comme elles transpiraient beaucoup, des filets de sueur coulaient de leur belle chevelure, chargés de petits insectes qu'il était plaisir d'écraser.»

Mais, il faut bien le reconnaître, le régime politique de Berne, au 18ème siècle, dans le contexte des absolutismes monarchiques était un modèle d'honnête gestion et de relative liberté.

Certes, la démocratie initiale de la ville libre et des communes des baillages qui avaient, en 1536, été consultées en référendum sur la campagne pour la conquête du Pays de Vaud, n'existe plus que sur le papier. L'habitude, la résignation ont abandonné le pouvoir et les commandements militaires étrangers aux mains d'une minorité active toujours plus restreinte, d'un nombre de familles toujours plus limité. L'entrée au Grand Conseil est affaire de pedigree ou de mariage: les «Barettlütöchter» sont autant courties pour leur dot politique que pour leur grâce et leur charme. Mais, entre familles qualifiées, une relative égalité règne: la hantise du pouvoir personnel fait changer d'avoyer tous les ans. Les baillages sont tirés au sort et répartis en fonction de leurs revenus.

La Guerre des Paysans, en 1653, qui ébranle sérieusement les régimes aristocratiques de Berne et de Lucerne, aboutit en fin de compte au renforcement et au durcissement de l'autorité patricienne.

Pourtant, il faut, là encore, nuancer. Prenons le cas du Pays de Vaud: la conquête, au fond, n'en a pas été une. Les Lausannois, comme les Genevois d'ailleurs, et sans doute, à en juger par les événements, une majorité des habitants ont souhaité l'intervention bernoise, contre les évêques et contre la Savoie, contre une certaine anarchie féodale, il faut le dire.

Sauf à Genève, qui joua la carte française contre Berne après avoir joué la carte bernoise contre la Savoie, il est vrai, sans doute, que comme les «libérateurs» de tous les temps, les Bernois se sont installés dans les territoires

libérés en maîtres souverains, s'adjugeant à la fois les prérogatives temporelles de l'Eglise et celles du Duc de Savoie, et les assumant avec leur «Gründlichkeit» héréditaire et leur conscience de remplir une mission morale. Ils admirent, un très petit nombre, il est vrai, de familles vaudoises au sein de leur patriciat et leur confièrent bailliages et hautes responsabilités dans l'Etat. A la réserve du bailliage dévolu aux familles régnantes et des jugements en appel, ils confièrent toutes les charges publiques militaires et judiciaires à des Vaudois. Les villes conservèrent — parfois limitées il est vrai — leurs franchises, leur fortune et leur organisation politique. Les communes rurales s'affirmèrent. On voit fréquemment, dans les procès, Messieurs de Berne soutenir la cause des communes et des paysans contre les propriétaires féodaux restés en place depuis la conquête. Et lorsque se posa, au Grand Conseil de Berne, le problème de supprimer l'asselement triennal (après la Révolution) pour accroître la production des terres, Leurs Excellences ne voulurent pas décréter la réforme sans l'avis des communes vaudoises. Et le souverain s'inclina devant une opposition plus routinière que raisonnable.

Selon les témoignages des voyageurs contemporains, la situation des Vaudois était meilleure que celle des sujets d'autres cantons, en particulier que celle des habitants des bailliages communs, pressurés à tour de rôle par les uns et par les autres; elle était meilleure également que celle de leurs voisins de Savoie.

J.-J. Rousseau dans sa *Nouvelle Héloïse* alterne les épanchements amoureux de Saint-Preux et de Julie d'Etanges et les réflexions d'économie politique. Ainsi, entre deux extases, les deux amants dressent-ils un constat:

«En l'écartant de nos côtes, j'aimais à lui faire admirer les riches et charmantes rives du Pays de Vaud, où la quantité des villes, l'innombrable foule du peuple, les coteaux verdoyants et parés de toutes parts, forment un tableau ravissant; où la terre, partout cultivée et partout féconde, offre au laboureur, au pâtre, au vigneron, le fruit assuré de leurs peines que ne dévore point l'avidé publicain. Puis, lui montrant le Chablais sur la côte opposée, pays non moins favorisé de la nature, et qui n'offre pourtant qu'un spectacle de misère, je lui faisais sensiblement distinguer les différents effets des deux gouvernements pour la richesse, le nombre et le bonheur des hommes. C'est ainsi, lui disais-je, que la terre ouvre son sein fertile et prodigue ses trésors aux heureux peuples qui la cultivent pour eux-mêmes; elle semble sourire et s'animer au doux spectacle de la liberté; elle aime à nourrir des hommes. Au contraire, les tristes masures, la bruyère et les ronces qui couvrent une terre à demi déserte annoncent de loin qu'un maître absent y domine, et qu'elle donne à regret à des esclaves quelques maigres productions dont ils ne profitent pas.»

Ainsi parlait Saint-Preux à Julie de Wolmar, bercés tous deux par les vagues du Léman.

Impression de romancier? Laborde, vers 1780, proclamera qu'il n'a pas vu en Suisse les chalets-séjours de délices dont parlait Rousseau par ailleurs. «Je ne les ai trouvés, dira-t-il, que le séjour de la pauvreté et de la malpropreté.»

Il n'empêche qu'en 1774 le marquis Alexis Costa de Beauregard, économiste savoyard, reprend et précise le tableau esquissé par Jean-Jacques:

«Le Pays de Vaud et le Chablais sont dans deux situations bien ressemblantes, tous deux sur les rives du Léman. Il est à croire que dans des temps très reculés ce lac ne les séparait pas encore. Mêmes terrains, mêmes



vins de qualités semblables, fromages sur les montagnes qu'on ne distingue pas les uns des autres... Enfin on ne peut rien imaginer de plus ressemblant, tant pour le climat que pour les qualités du terroir et des productions...

Mais pour les récoltes on n'y trouve plus rien d'égal que la qualité. Dans l'une, les vignes y sont d'un produit qui en certains lieux va au prodige, et, en général, elles y sont toutes d'un grand rapport et travaillées à ravir l'œil. Dans l'autre, hors quelques cantons resserrés où l'on a des récoltes passables, tout le reste est bien au-dessous de la médiocrité. Les blés sont en Suisse un gros revenu pour le propriétaire. En Savoie, le laboureur ne subsiste pendant les mois d'hiver que par une espèce de miracle. Les bois y sont des objets précieux en Suisse, bien entretenus et qui forment des revenus solides. En Chablais ces mêmes bois ne sont que de misérables broussailles...

En Suisse, les paysans sont riches et dans le bien-être; et dans la Savoie pauvres et mal nourris; une année de disette, tout est à la misère...»

Dans son étude fouillée sur «les classes rurales en Savoie au XVIII<sup>e</sup> siècle» François Vermale justifie les appréciations de Rousseau et de Costa. Le parallèle tracé est, déclare-t-il, historiquement exact. Et d'en apporter les preuves.

Aussi bien, s'il fallait qualifier d'un mot le régime de Messieurs de Berne, non seulement en Pays de Vaud, mais à l'égard de l'ensemble de leurs sujets, c'est bien le mot de paternalisme qui convient, dans son sens péjoratif sans doute, mais aussi dans son sens positif. Dans le sens péjoratif, il faut marquer au débit du paternalisme un complexe de supériorité tutélaire, le sentiment que les sujets mineurs doivent être protégés contre eux-mêmes, mis en garde contre le péché et ramenés dans le droit chemin avec la fermeté de celui qui est certain d'être juste selon la loi.

Mais, dans le sens positif du paternalisme, on doit apprécier la préoccupation constante du bien-être et de

l'équité, une préoccupation sociale évidente. Sans doute n'est-ce pas là altruisme exclusif: en bons propriétaires, Messieurs de Berne savent que la ferme ne leur rapportera — et elle leur rapporte — que si elle est prospère et si les fermiers ont intérêt eux-mêmes à la bien gérer.

Ainsi en allait-il de leur police des blés.

En dépit d'une population qui n'atteignait pas, alors, 150 000 habitants, le Pays de Vaud de Leurs Excellences ne se suffisait pas en blé. Le rendement était — autant que la qualité, plus de seigle que de froment — fort médiocre: 12 à 25 quintaux par hectare, pour des chiffres actuels de 40 à 52 quintaux, soit une production totale qu'on peut évaluer entre 500 000 à 600 000 quintaux par rapport à plus d'un million actuellement. Or les Vaudois d'alors mangeaient plus de pain qu'aujourd'hui, du moins quand il y en avait, et bien qu'il passât comme un luxe dans les régions de montagne. Le blé était donc la denrée économique essentielle. Le paternalisme de Leurs Excellences les conduisait à une politique très interventionniste en la matière: il fallait éviter la disette, modérer les prix, encourager la culture, procéder à des achats à l'étranger, constituer des réserves.

Tout d'abord l'information économique: on procède à des enquêtes sur les réserves des ménages, sur les prix pratiqués, sur les perspectives du marché.

On surveille les marchés: le commerce du blé, les métiers de meunier et de boulanger sont soumis à patente. Les autorités des villes contrôlent la vente au détail. En période de difficultés, on impose un rationnement, on interdit la fabrication du pain blanc, on prescrit la composition des pains: avoine, seigle, épeautre pour les pauvres, un tiers de froment, deux tiers de seigle pour les bourgeois. On précise même, à l'occasion, la manière dont sera travaillée la pâte.

«Pour éviter que la cherté des blés qui règne dans nos Etats ne les réduise, par une augmentation excessive, dans une extrême pauvreté et disette», comme le dit le préambule d'un mandat souverain, Messieurs de Berne fixent des prix maxima et de lourdes amendes.

Importation et exportation sont réglées d'après les conditions du marché intérieur. Si les récoltes ont été bonnes et que les prix baissent par trop pour le producteur, il peut arriver qu'on interdise ou que l'on contingenté les importations. La situation peut se renverser très vite: le 21 juin 1743, un mandat souverain interdisait l'importation. Le 30 août, les moissons s'étant faites en de mauvaises conditions, on rapporte l'arrêté: chacun pourra se procurer du blé étranger. On interdit l'exportation sauf au bénéfice des Confédérés.

Contrôle des marchés et des prix, régime souple d'exportation et d'importation, les Bernois possédaient encore d'autres moyens pour influencer les prix et pour parer à la disette: les provisions des greniers de l'Etat.

Le blé n'était pas seulement aliment principal: il était monnaie. C'est en bonne partie en céréales — et en vin, en pays de vignoble — que les paysans, alors une majorité de la population et, pour ainsi dire, seuls contribuables, payaient leurs impôts sous les formes féodales largement anachroniques de la dîme et des cens.

C'est en partie en blé également que se rétribuaient les fonctionnaires, les pasteurs et les maîtres d'école et que les baillis eux-mêmes touchaient une partie de leur revenu. Ce revenu baillival — honnêtement prélevé — était important. Wolfgang Charles de Gingins, qui fut peu avant la Révolution trésorier romand — un Vaudois ministre des finances — a calculé exactement, dans ses comptes personnels, le revenu net qu'il a tiré du bailliage de

Trachselwald, en six ans, de 54 000 livres. Bien qu'il soit difficile d'établir une équivalence monétaire — malgré la stabilité du franc, à l'époque — on peut, sans grand risque, multiplier par dix: c'étaient donc quelque 90 000 francs l'an — en bénéfice net — que ce bailliage — pourtant de troisième classe — rapportait au magistrat.

Quoi qu'il en soit de cette rétribution, le blé qui n'était pas versé en paiement était mis en réserve dans les greniers de l'Etat, à concurrence de quelque 15 000 à 20 000 hl pour le Pays de Vaud, soit quelque 15 000 quintaux, environ 4 pour cent de la moisson annuelle, pour quelque 100 000 Vaudois.

Mais il faut tenir compte, pour établir la cote de prévoyance, des importantes provisions domestiques de l'époque, non seulement chez les paysans. Le stock des greniers était, suivant les années, complété par des importations que l'Etat de Berne effectuait lui-même en Allemagne ou en France, parfois jusqu'en Sicile. Ainsi en 1789 — année critique pour le blé, record du prix du siècle, et ce put être un des facteurs de la Révolution française — Messieurs de Berne avaient décidé — comme la Russie soviétique aujourd'hui — un achat considérable de 45 000 hl à l'étranger et fait aménager le château de Chillon pour y entreposer une partie des stocks. Les villes importent également.

Cette réserve des greniers doit être régulièrement renouvelée. Mais le blé de Leurs Excellences ne se vend pas n'importe quand. On attend le moment de la soudure entre les provisions de l'année précédente et la nouvelle moisson. C'est généralement le moment du plus haut prix. Mais il est démontré que le blé de l'Etat est vendu au prix moyen, généralement à un prix inférieur au prix du marché. On en vend à prix encore plus réduit aux boulangers, en leur imposant un prix du pain obligatoire pour les pauvres. Durant le difficile hiver de 1789 à 1790, Messieurs de Berne avaient mis en vente plus de 50 000 hl et consenti une perte d'un million de livres bernoises.

Il est vrai que le Trésor de Berne était mieux garni que la Caisse de la Confédération d'aujourd'hui. L'historien anglais Gibbon, qui vécut longtemps à Lausanne à la fin du 18ème et qui est l'un des plus intelligents observateurs du système bernois, constatait en effet:

«Pendant que les pays les plus riches d'Europe s'abîment de dépenses et de dettes et mettent en œuvre des moyens qui feraient trembler le plus hardi dissipateur, le Canton de Berne est le seul qui amasse des trésors... Le moyen que l'Etat emploie pour s'enrichir est très simple: il dépense beaucoup moins qu'il ne reçoit. La part importante des revenus qui, dans un autre pays, fournirait à l'entretien d'une cour et d'une armée, dont les dépenses feraient retomber sur la terre la rosée qui en était tirée, vient ici s'enfouir dans les coffres du souverain ou se disperser dans les banques de toute l'Europe pour être un jour une proie à l'infidélité d'un commis ou à l'ambition d'un conquérant.»

Ce reproche d'amasser des trésors, le ministre des finances helvétiques — qui est, si l'on veut bien, le successeur des trésoriers allemand et romand de Messieurs de Berne — ne peut, vous vous en doutez, le prendre à son compte, du moins au niveau des finances fédérales. Mais au moins la Caisse fédérale — je ne parle pas de la Banque nationale — risque-t-elle moins d'attirer l'invasion que le Trésor de Berne, soigneusement gardé dans le «Schatzgewölbe» aux multiples serrures, qui servira, en 1798 — dans la mesure où il n'aura pas disparu en cours de route — à financer l'expédition de Bonaparte en Egypte.

La politique d'un propriétaire honnête et intelligent,

soucieux que ses fermiers vivent dans le bien-être et soient intéressés à bien travailler et à faire rendre le domaine, mais d'un propriétaire économe aussi et cherchant son bénéfice, tel était le régime de Leurs Excellences, nos puissants et magnifiques seigneurs, tant dans leurs terres alémaniques que dans le Pays romand.

Gibbon, pour le reprendre, me permet de conclure en s'adressant aux Vaudois:

«Votre climat est beau, votre territoire fertile; vous avez pour le commerce intérieur des facilités dont il ne tient qu'à vous de profiter. Mais je considère plutôt les habitants que l'habitation. On va chercher les philosophes à Londres. Paris attire dans son sein tous ceux qui n'aiment que la douceur de la société. Votre pays le cède à ces deux capitales là où elles brillent, mais cependant il réunit tous leurs avantages respectifs: il est le seul où tout à la fois on ose penser et on sache vivre...»

Quand je compare votre Etat avec celui de vos voisins, c'est avec plaisir que je le prononce heureux. Traversez votre lac et vos montagnes, vous trouverez partout un peuple digne d'un meilleur sort; sa raison abrutie par la superstition, le patrimoine de ses pères et le fruit de son industrie en proie au partisan ou au hussard. Sa vie sacrifiée à tout moment au caprice d'un seul homme... Votre union avec le Corps helvétique vous a assuré depuis deux siècles une paix unique dans l'histoire. Vos impôts sont petits, l'administration douce. On n'entend point parmi vous de ces sentences sans procès, sans crime, sans accusateur qui arrachent un citoyen du milieu de sa famille. L'on ne voit jamais le souverain, on le sent rarement.»

Il est vrai que cette sagesse et ce bonheur étaient relatifs, en un siècle où partout régnait des souverains absolus. Ni les Vaudois sujets de Berne, ni les Bernois des villes et des campagnes ne disposaient librement d'eux-mêmes, comme il en va dans nos démocraties. Il n'en demeure pas moins intéressant de constater qu'au-delà des siècles et au-delà des régimes, les problèmes essentiels de l'Etat demeurent à peu de chose près les mêmes.

Nach diesem interessanten und amüsanten geschichtlichen Abriss, in temperamentvollem französischem Esprit mit charmanter Mimik vorgetragen und von den zahlreichen Anwesenden mit gespannter Aufmerksamkeit entgegengenommen, dankt der Vorsitzende, Renzo Lardelli, den Tagesreferenten, Bundesrat Dr. Georges-André Chevallaz, sehr herzlich für den gebotenen Genuss und schliesst damit um 19.00 Uhr die Veranstaltung.

Hierauf begeben sich die Tagungsteilnehmer bei strömendem Regen in das nahe Grand Hotel Victoria-Jungfrau,



Im Gespräch mit Bundesrat Chevallaz.

wo bei anregendem Gespräch von den Industriellen Betrieben Interlaken ein Apéritif kredenzt wird, wofür auch an dieser Stelle herzlich gedankt sei. Das anschliessende gemeinsame Bankett findet an festlich geschmückten Tischen im prächtigen, im Jugendstil prangenden Festsaal des vornehmen Hotels statt. Dabei widmet der scheidende 1. Vizepräsident des SWV, a. Ständerat Dr. Eric Choisy, Worte des herzlichen Dankes an den leider nicht anwesenden, ebenfalls vom Präsidialamt zurückgetretenen a. Ständerat Dr. Willi Rohner und eine Begrüssungsadresse an den neuen Präsidenten des Verbandes, Ständerat Werner Jauslin. Abschliessend entbietet Regierungsrat Henri Huber die besten Grüsse und guten Wünsche des Standes Bern.



An der festlichen Bankett-Tafel: von links nach rechts Ständerat W. Jauslin, neuer Präsident SWV, Bundesrat G. A. Chevallaz und alt Ständerat Dr. h.c. E. Choisy, eben zurückgetretener 1. Vizepräsident des SWV.

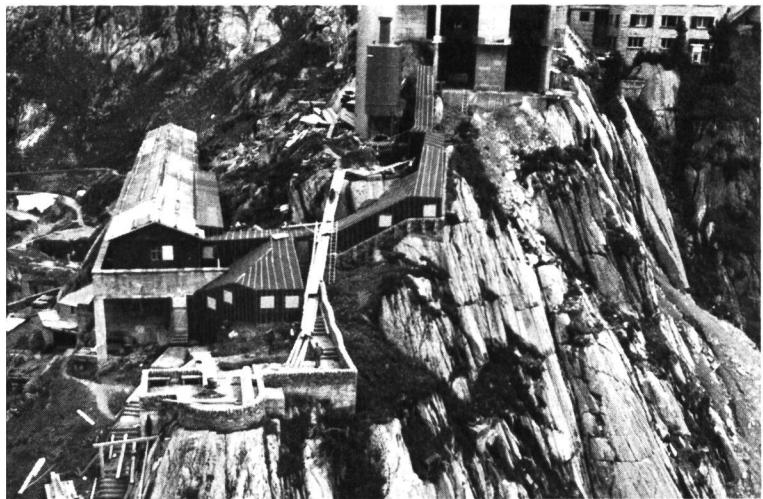


Bild 1 Bauinstallationen beim Grimsel-Hospiz für das Umwälzwerk Grimsel-Oberaar.

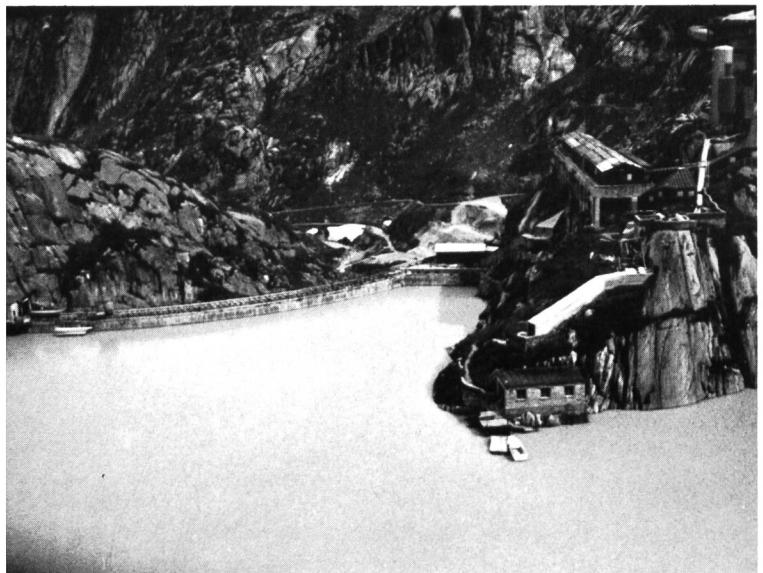


Bild 2 Tiefblick aus der Luftseilbahn zur Baustelle Wasserschloss Kessitum auf Stausee Grimsel und Grimselnollen.



Bild 3 Bauinstallationen auf der Staumauer Oberaar.

## EXKURSIONEN

Am Freitag, 12. September 1975 wurden den Tagungsteilnehmern wahlweise vier ganztägige Exkursionen geboten:

### VARIANTE A: HANDECK-OBERAAR

Diese technische Besichtigung einiger Baustellen für den grosszügigen Weiterausbau der Kraftwerke Oberhasli AG (KWO) fand den grössten Zuspruch der vier gebotenen Exkursionsvarianten, nahmen daran doch etwa 100 Damen und Herren teil; der von der KWO-Direktion ausgezeichnet organisierte Besuch wurde gruppenweise (3 Cars) durchgeführt. Er beginnt mit der erfreulichen Programmänderung, wonach die Teilnehmer den 1,2 km langen Zugangsstollen zur Kavernenzentrale für das Kraftwerk Handeck III nicht im Dunkeln und durch Wasserpützen stolpernd zu Fuss zurücklegen müssen, sondern bequem im Postauto durchfahren können! Ueber die 50jährige Baugeschichte der KWO und insbesondere auch über die im Bau begriffenen Wasserkraftanlagen haben wir ausführliche Berichte aus berufener Feder in dem eben zur Hauptversammlung herausgegebenen, reichillustrierten Doppelheft August/September der Verbandszeitschrift veröffentlicht, auf die hier ausdrücklich hingewiesen sei<sup>1</sup>. Nach Orientierung über Anlagen und Funktionsweise der Zentrale Handeck III mit dem neuen, etwa 4,5 km langen Druckstollen als Verbindung zu den Anlagen im Gental und im Gadmental und nach Genehmigung eines wohlenschmeckenden, von der Bauunternehmung Arbeitsgemeinschaft Schwarzbrunnen offerierten Imbiss (den anderen beiden Gruppen wurde der Imbiss von der Bauunternehmung Arbeitsgemeinschaft Kessitum kredenzt), fahren wir durch das wilde, von glatten Felsflühen gesäumte Oberhaslital den Stauseen Räterichsboden und Grimsel entlang zum Grimselhospiz, von wo aus wir mit luftiger Seilbahn zur Baustelle Wasserschloss Kessitum für die Pumpspeicheranlage Grimsel-Oberaar, einem noch auf die doppelte Leistung ausbaufähigen Umwälzwerk gelangen. Ueberrascht sind wir über die zahlreichen, aussen sichtbaren, neuen Bauinstallationen im Oberhasli, obwohl das grösste Baugeschehen im Innern der Bergmassive sich abwickelt. Diese bedeutenden Bauvorhaben, die allerdings auch der engen Zusammenarbeit mit den Kernkraftwerken dienen werden, strafen die immer wieder in unserer Tagespresse verbreiteten Mitteilungen über das Ende unseres Wasserkraftausbaues Lügen!

Nach einem kurzen Besuch im Stollen mit Demonstration der mächtigen Stollenbohrmaschine mit ihren Vortriebsinstrumenten, fahren wir über die schmale, der KWO gehörende, aussichtsreiche Strasse zum Stausee Oberaar. Auf der Rückfahrt — das Wetter hält sich unerwartet gut, und nur das Finsteraarhorn hüllt sich in undurchdringliche Wolken — passieren wir die Grimselpasshöhe und erreichen talwärts fahrend pünktlich das Hotel Handeck, wo wir, zusammen mit den Teilnehmern der Exkursion B, für das Mittagessen Gäste der KWO sind; hier begrüßt uns Direktor F. Zingg, und der neue SWV-Präsident, Ständerat W. Jauslin, dankt in herzlichen Worten für die uns gebotene Gastfreundschaft.

Beim Einstiegen zur Rückfahrt setzt leichter Regen ein, und kurz nach dem Eintreffen aller Exkursionsteilnehmer in Interlaken und nach Antritt ihrer Heimfahrt regnet es intensiv!

G. A. Töndury

<sup>1</sup> siehe WEW 1975 S. 283/314

#### VARIANTE B: ENGSTLENALP-HANDECK

Von den weitverzweigten Stollensystemen, den Seen, Fassungen und Zentralen der Oberhaslikraftwerke lässt sich in einem kurzen Tagesausflug nur ein kleiner Teil besichtigen. Zwei Cars führten die siebzig Teilnehmer zuerst zur **Zentrale Hopflauenen**, die unter kundiger Führung besichtigt wurde. Auf kurvenreicher Strasse fuhr man am Ausgleichbecken Leimboden vorbei entlang dem Gentawasser zur Engstlenalp. Ein kurzer Spaziergang zum Engstlensee bot willkommenen Anlass zu manchem Gespräch. Erfreut, ein beinahe unberührtes Stück grossartiger Landschaft gefunden zu haben, trafen wir unvermittelt an einen Bauplatz: eine zusätzliche Abfahrt vom Jochpass gegen den Engstlensee soll dem Skitourismus nächstens neu erschlossen werden. Das kühlere Wetter, einmal etwas Sonne, dann wieder bewölkt, trieb uns dann doch in die Wirtschaft, wo ein Kaffee uns wieder aufwärmte. Sicher brachten uns die PTT-Cars zur **Zentrale Innertkirchen I**, die in einem Rundgang besichtigt wurde. Genau nach Fahrplan traf die Reisegesellschaft im Hotel Handeck ein, wohin die Gastgeber, die KWO, uns zum Mittagessen eingeladen hatten. Das für übrige Gäste an diesem Tag geschlossene Hotel beherbergte jetzt die fröhliche Exkursionsgesellschaft in ihren weiten Räumen. Die Organisatoren hatten nach Essen und Kaffee alle Mühe, die Teilnehmer von ihren Tischen aus der angeregten Konversation in die PTT-Cars zu bewegen, welche die Teilnehmer pünktlich nach Interlaken zurückbrachten. Kaum ausgestiegen, brachte ein leichter Regen uns das schöne Wetter zu Bewusstsein, das trotz mässiger Prognose zum guten Gelingen der Fahrt massgeblich mitgeholfen hat.

G. Weber

#### VARIANTE C: VIERPÄSSEFAHRT SUSTEN-GOTTHARD-NUFENEN-GRIMSEI

Die 14 Teilnehmer, die sich für die Vierpässefahrt anmeldet hatten, sollten ihren Entschluss nicht bereuen, war ihnen der Wettergott am Freitagmorgen doch einigermaßen gut gesinnt. Zeitgerecht verliess unsere kleine Gruppe Interlaken, um schon nach wenigen Minuten die Morgenstimmung entlang des Brienzersees zu geniessen. Nach

einer geruhsamen Fahrt durch das zwischen der Titlisgruppe im Norden und dem Sustenhorn im Süden gelegene Gadmental, erreichten wir nach rund zwei Stunden das Restaurant Steingletscher an der Sustenpassstrasse, die erste im Programm vorgesehene Zwischenstation. Die meisten Teilnehmer benützten diesen halbstündigen Aufenthalt für eine Kaffeepause, andere wieder unternahmen einen kleinen Spaziergang, um der prächtigen Bergwelt noch näher zu sein. Pünktlich konnte die Fahrt auf der 1946 eröffneten, gut ausgebauten Sustenpassstrasse fortgesetzt werden. Kurz darauf unterfuhren wir im kurzen Scheiteltunnel den 2262 m hohen Sustenpass, um dann den Kanton Bern verlassend das sich im Kanton Uri hinziehende Meiental zu durchqueren. Dieses schöne Tal war zur Zeit der Exkursion von den kürzlichen, schweren Unwettern gekennzeichnet, zeigten sich doch an vielen Stellen grosse Waldschäden, verursacht von den niedergegangenen Lawinen und Rüfen. Weiter ging es bei schönem Sonnenschein von Wassen im Reusstal nach Göschnen, durch die wilde Schöllenenschlucht in das Urserental und dann Richtung Gotthardhospiz (2094 m ü.M.), wo wir den dreiviertelstündigen Aufenthalt damit verbrachten, uns für die Weiterfahrt mit einem Imbiss zu stärken. Gutgelaunt nahmen wir den nächsten Streckenabschnitt unter die Räder, und zwar durch das Bedrettal — hier konnten wir nochmals das imposante Bauwerk der eben befahrenen neuen Gotthardstrasse bewundern — dem 2441 m hohen, zwischen der Simplon- und der Gotthardgruppe gelegenen Nufenenpass zu, wo wir das Mittagessen einnahmen. Leider verdeckte eine Wolkendecke die Sicht auf die Berneralpen; für einen Moment lüftete sich diese jedoch, so dass wir wenigstens einen Blick auf das 4274 m hohe Finsteraarhorn erhaschen konnten. Unser nächstes Ziel war das Grimselhospiz, das wir, das Aeginental und anschliessend das Obergoms durchfahrend, nach weiteren zwei Stunden erreichten. Hier hatten die Teilnehmer Gelegenheit, die Mineralienausstellung zu bewundern. Auf dem letzten Abschnitt unserer mehr als 250 km langen Reise mussten wir zeitweise leichten Regen in Kauf nehmen. Trotzdem waren sich alle nach der Ankunft in Interlaken einig, einen sehr schönen Tag erlebt zu haben.

Judith Wolfensberger



Motiv am Engstlenalpsee  
(Foto R. Würgler/Verkehrsverein Meiringen-Haslital).



Bild 5 Blick vom 2970 m hohen Schilthorn auf die Berner Alpen; in Bildmitte die markante Gruppe Eiger-Mönch-Jungfrau, rechts Gletscherhorn, Ebenfluh, Mittagshorn und Grosshorn. (Bilder 1/3 und 5: Foto G. A. Töndury).

#### VARIANTE D: SCHILTHORN

Die Teilnehmer der Exkursion Schilthorn besammeln sich kurz vor 10 Uhr. Jeder beschaut den bedeckten Himmel, immer wieder sich fragend, lohnt sich wohl diese Fahrt. Rund 40 Personen verlassen in einem Car den berühmten Kurort Interlaken, Reiseziel seit 300 Jahren und Ausgangspunkt für Exkursionen zu den Eisbergen und Gletschern des Jungfraubietes. Die Chorherren des um 1130 gegründeten Augustinerklosters gaben dem Ort den latinisierten Namen «Inter lacus», aus dem dann Interlaken wurde.

In Stechelberg besteigen die Teilnehmer die längste Luftseilbahn der Alpen. Bei der Station Gimmelwald heisst es umsteigen. Hier liegt das verträumte Bergdorf Gimmelwald, Ausgangspunkt in das romantische Sefinaltal. Ein weiterer Halt gilt der Station Mürren, beliebter Kurort für Ruhesuchende. Bei der grossen Sonnenterrasse Birg, 2677 m ü. M. wird wieder umgestiegen, man späht nach Steinböcken und Gemsen. Diese letzte Schwebefahrt bringt uns langsam zum Ziel: Schilthorn Piz Gloria auf 2970 m Meereshöhe. Noch liegen Wolkenfelder da und dort, doch

bald heben sich die Schwaden um uns, und es zeigt sich ein grossartiges Naturschauspiel. Im Drehrestaurant Piz Gloria, das sich in 50 Minuten um seine Achse dreht, essen wir gemütlich zu Mittag und geniessen das grandiose Alpenpanorama. Die Riesen der Berner Alpen — Täler, Seen und weit weg der Jura, breiten sich vor uns aus, Wolken fahren zwischendurch, bald wieder hebt sich der Vorhang, um die Bergkulissen in ganzer Pracht und Grösse zu zeigen. Eiger, Mönch und Jungfrau in 3000 m Höhe so vis-à-vis betrachten zu dürfen, ist für uns alle ein unvergessliches Erlebnis. Lebhaft werden Karten gezückt, Berge und Landschaften bestimmt. Alle sind begeistert, trotz düsterer Wettervoraussagen hier oben ein solch grossartiges Panorama erleben zu können. Die Seilbahn mit einer Gesamtlänge von 6970 m bringt uns schliesslich in einer Höhendifferenz von 2103 m wieder zu Tale. Ein kurzer Zwischenhalt in Mürren, von dem die Teilnehmer gerne Gebrauch machen, unterbricht die Talfahrt. Auf der Fahrt Richtung Interlaken überdeckt sich der Himmel rasch, doch die Teilnehmer kehren glücklich und zufrieden zurück.

Jacqueline Isler

#### Die Getreidepolitik der Gnädigen Herren von Bern

Zusammenfassung des Vortrages von Bundesrat Dr. G.-A. Chevallaz vor dem Schweizerischen Wasserwirtschaftsverband

Zwei Gründe sind es, die mich zu danken verpflichten. Einmal, weil ich unter Ihnen weilen kann und dann der Vorschlag Ihres Präsidenten, nicht von Problemen zu sprechen, die direkt in Ihren Tätigkeitsbereich fallen. So werde ich nicht über die Ausschöpfung unserer noch vorhandenen Wasserkraftreserven sprechen, auch nicht über den Quecksilbergehalt unserer Seen, nicht von Kaiseraugst, nicht von der Währungsschlange und schon gar nicht über das Defizit der Bundesfinanzen.

Ich habe so den Eindruck, mich für eine halbe Stunde befreien zu können, Ferien zu nehmen. In Tat und Wahrheit entferne ich mich allerdings mit dem Vortrag über die Getreidepolitik der Gnädigen Herren von Bern nicht allzu weit vom Bernerhof und vom Bundeshaus.

Man hat sich oft gefragt, welche Bezüge die Geschichte zur Politik hat. Zeichnet sie einen Weg vor, den die Regierungen und die Völker unbeschwert beschreiten können? Gibt sie Modelle? Löst sie Gesetzmässigkeiten aus?

Um Gesetze auszulösen, müsste die Geschichte eine exakte Wissenschaft darstellen, sie müsste sich auf objektive Beobachtungen, auf unbestrittene Fakten stützen können. Man müsste sie in ihren Kettenreaktionen genau nachprüfen und auf ihre Zukunftsträchtigkeit in verschiedenen Zeitabschnitten kontrollieren und vergleichen können, um daraus für unsere Zukunft Schlüsse ziehen zu dürfen. Hegel hat das wie folgt formuliert: «Die einzige Erkenntnis der Philosophie ist die einfache Erkenntnis, dass der Verstand die Welt regiert, und demnach ist die Geschichte eine Sache des Verstandes.»

Aber die Geschichte gehorcht keinen Gesetzen, und sie gibt keine Anhaltspunkte für ein Schema. Vorerst deshalb, weil jene, die die Geschichte schreiben, nie über alle Fakten und Begebenheiten verfügen und das Bekannte auch nicht exakt zu gewichten vermögen. Im weiteren ist es unmöglich, die Vergangenheit zu rekonstruieren, ohne von der Gegenwart auszugehen, und damit ist jede Pro-

ktion durch eine bestimmte Optik, durch ein bestimmtes Verständnis beeinflusst, geht es nun um die Geschichte der Inkas oder die Zivilisation der Meder oder der Perser.

Trotzdem sich die Geschichte nicht wiederholt, wenn sich daraus weder Regeln noch Gesetze konstruieren lassen, wenn sie keine Zukunft weist, die übrigens in der Resignation enden müsste, kann man dennoch ein gewisses Mass an Erfahrungen, an Reaktionen, an Vorfällen finden, die ohne ein Präjudiz zu schaffen, gewisse Anhaltspunkte und Verhaltensregeln vorgeben.

Die Geschichte lehrt uns nicht zu regieren. Sie kann uns höchstens vor grösseren Schockwirkungen durch irgendein Ereignis bewahren, sie lässt uns ein bisschen mehr Spielraum bei den Relationen, indem sie uns nicht allein an eine bestimmte Skala der Fakten, sondern auch an die Dimension der Menschen verweist. Sie schützt uns vor dem Glauben an die Unfehlbarkeit eines Systems. Sie zeigt uns auch den Einfluss des Menschen und erinnert uns an Denis de Rougemont, wonach «die Dekadenz der Menschen beginnt, wenn sie nicht mehr sagen, was machen wir jetzt, sondern fragen, was wird jetzt mit uns geschehen».

Auch ein Bundesrat bekommt Gelegenheit, sich in die Geschichte zu vertiefen, besonders jetzt, wo es sich um die Geschichte Berns, insbesondere um jene des Getreides handelt.

Die Urteile über das «Ancien régime» bewegen sich zwischen der Nostalgie der guten alten Zeit und der Verdammung einer engstirnigen, nur auf ihre Interessen ausgerichteten Oligarchie. Diese beiden Extrempositionen bedürfen der Nuancierung.

Zuerst wäre wohl festzustellen, dass die gute alte Zeit so gut auch nicht war. Die Menschen waren zweifellos weder schlechter noch besser als heute, aber die Lebensbedingungen unterschieden sich doch wesentlich von den unsrigen. Sicher liess sich das Feuer am Cheminée lieblicher ansehen, und vor allem war sein Geruch angenehmer als jener des Heizöls. Eine Fahrt in der Kutsche ist an autofreien Sonntagen zweifellos charmant, aber wenn ich mit ihr heute hätte nach Interlaken kommen müssen, wäre zeitig Tagwacht gewesen. Wir hätten zweifellos einige Mühe, uns wieder an Wohnungen ohne elektrisches Licht, ohne fliessendes Wasser und ohne WC zu gewöhnen, an Städte ohne Zahnarzt und Spitäler, die diesen Namen verdienen, ohne Anaesthesia und ohne Penicillin, an die Epidemien und die grosse Kindersterblichkeit.

Trotz allem, man wird nicht um die Feststellung herumkommen, dass das «Ancien régime» im Vergleich mit den absoluten Monarchien ein Regime des guten Willens, der ehrlichen Verwaltung und ein relativ freiheitliches war. Sicher war dieses Regime verbraucht, ohne Initiative, und die Macht lag bei einigen wenigen Familien. Der Eintritt in den Grossen Rat war entweder eine Frage der Abstammung oder der Heirat. Aber zwischen den herrschenden Familien gab es einen gewissen Grad von Gleichberechtigung, denn die persönliche Macht liess immerhin zu, dass der Präsident des Rates alle Jahre wechselte.

Der Bauernkrieg im Jahre 1653, der die aristokratischen Regimes der Kantone Bern und Luzern stark erschütterte, endete schliesslich mit einer Niederlage, und damit mit einer Stärkung und Verhärtung des «Ancien régime».

Aber auch hier ein Vorbehalt, eine Nuancierung. Nehmen wir die Waadt als Beispiel. Die Eroberung durch die Berner war im Grunde keine. Die Bewohner von Lausanne wie jene von Genf und mit ihnen die Mehrheit der Bevölkerung begrüssten die Intervention der Berner gegen die Bischöfe, gegen Savoyen und gegen eine gewisse feuda-

listische Anarchie. Mit Ausnahme von Genf, das zuerst die Berner gegen Savoyen ausspielte und sich dann Frankreich zuwandte, haben sich die bernischen Okkupanten, wie alle «Befreier», die Prärogativen der Kirche und jene des Fürsten von Savoyen zu eigen gemacht, und zwar mit der ihnen angeborenen Gründlichkeit und ihrem missionarischen Eifer. Sie bewunderten, das bleibe nicht unerwähnt, auch einige Waadtländer Familien, denen sie Landvogteien oder hohe Regierungsverantwortung übertrugen. Die Städte konnten ihre Autonomie, ihr Vermögen und ihre politische Ordnung bewahren. Nicht selten sah man die Herren von Bern, wie sie der Landbevölkerung in Prozessen gegen die Feudalherren Schutz gewährten. Und als sich im bernischen Grossen Rat die Frage der Aufhebung der Dreifelderwirtschaft stellte, wollten die Gnädigen Herren einen Entscheid nicht ohne die Konsultation der waadtländischen Gemeinden fällen.

Zeitgenossen beschreiben eindeutig, dass die Situation in der Waadt besser war als jene in Savoyen. Rousseau beschreibt die Waadt in seiner «Nouvelle Héloïse» als wahres Paradies. Laborde widerspricht ihm 1780 allerdings mit dem Hinweis, in den beschriebenen «chalets-séjours de délices» hause die Armut und der Schmutz. Alexis Costa de Beauregard übernimmt die Beschreibung Rousseaus und weist darauf hin, die Landschaft und das Klima in der Waadt und dem Chablais seien die gleichen. Gleiche Erde, gleicher Wein und gleicher Bergkäse, die in ihrer Qualität nicht zu unterscheiden seien. Was aber die Ernte anbetrifft, finde man nichts Gleiches mehr. Während in Savoyen die Getreideernte oft den Bauern kaum ein Ueberleben im Winter gestatte, bringe sie den Waadtländern beachtliche Gewinne. «In der Schweiz sind die Bauern reich und gesund, in Savoyen arm und schlecht ernährt. Ein Jahr des Mangels, und alles liegt im Elend.»

Wenn man das Regime der Gnädigen Herren von Bern qualifizieren muss, und zwar nicht nur gegenüber der Waadt, sondern gesamthaft, ist das Wort Paternalismus angemessen, und dies eher im herabmindernden Sinn, aber auch im positiven. Negativ muss dieser Paternalismus insofern gewertet werden, weil er sich überheblich und bevormundend gebärdete, belehrend gegenüber den Untertanen in bezug auf ihre Lebensweise und bezüglich ihrer Beachtung der Gesetze. Anderseits muss mit Nachdruck festgehalten werden, dass das «Ancien régime» stets um das Wohlbefinden der Bevölkerung besorgt war. Zweifellos war es nicht reiner Altruismus, denn die Gnädigen Herren verfügten über die Erkenntnis, dass es ihnen nur gut ging, wenn auch den Pächtern eine Belohnung für die Anstrengung blieb.

So ging es mit der Getreidepolitik: Die Waadt mit damals 150 000 Einwohnern produzierte nicht genügend Getreide. Der Ertrag und die Qualität von Roggen und Weizen waren kaum mittelmässig. 12 bis 25 Zentner pro Hektare gegenüber rund 40 bis 52 Zentnern heute. Damals 500 000 bis 600 000 Zentner, heute rund 1 Million. Dabei war der damalige Brotkonsum der Waadtländer wesentlich höher als heute, sofern es überhaupt genügend hatte, was besonders für die Bergregionen oft nicht der Fall war. Das Brot war Hauptnahrungsmittel. Der bernische Paternalismus war sehr interventionistisch, es musste der Mangel überwunden werden. Die Preise wurden gesenkt, die Anpflanzung gefördert, es musste im Ausland gekauft werden, und man hatte Vorräte anzulegen. Es wurde eingehend informiert. Man kontrollierte die Vorräte und die Preise, und schliesslich suchte man die Marktsituation zu ergründen. Der Markt wurde überwacht, der Getreidehandel, die Mühlen und die Bäckereien wurden konzessionspflichtig.

Die Städte hatten den Detailhandel zu kontrollieren. In Zeiten schwieriger Versorgung wurde rationalisiert, die Herstellung von Weissbrot wurde verboten und die Zusammensetzung des Brotes vorgeschrieben: Hafer, Roggen und Spelz für die Armen, ein Drittel Weizen und zwei Drittel Roggen für die Bürger. Ja sogar die Bearbeitung des Teiges wurde vorgeschrieben.

«Um zu vermeiden, dass die Getreidepreise die bernischen Gebiete in Armut und Mangel versetzen», wie es hieß, wurden die Preise von den Herrschaften in Bern festgesetzt und auch schwere Bussen bei Missachtung angedroht.

Import und Export richteten sich nach der Marktlage im Innern. Wenn bei guten Ernten die Preise zu sinken begannen, wurden die Importe entweder verboten oder kontingentiert. Aber die Verhältnisse wechselten oft schnell: Mit einem Erlass vom 21. Juni 1743 wurde der Import verboten. Am 30. August 1743 wurde dieses Verbot wieder aufgehoben, weil die Ernte unter schlechten Wetterverhältnissen eingebrochen werden musste. Jeder konnte sich wieder mit Getreide aus dem Ausland versorgen.

Markt- und Preiskontrolle, flexible Import- und Exportpolitik, die Herren von Bern kannten noch andere Mittel, um die Preise und den Mangel zu beeinflussen, beispielsweise die Vorratshaltung in den Staatsspeichern.

Das Getreide war nicht nur Nahrungsmittel, es war auch Geld. Es war zum Grossteil mit Getreide — oder mit Wein in den Rebbaugebieten —, mit dem die Mehrheit der Bevölkerung, zur Hauptsache Bauern, damals ihre Steuern entrichtete. Es war die anachronistisch-feudalistische Form des Zehnten und der Pachtzinse. Auch die Staatsbeamten wurden zum grössten Teil mit Getreide bezahlt, ebenso die Pfarrherren und die Schulmeister, und auch die Landvögte sicherten sich ihr Einkommen teilweise damit. Dieses in angemessener Weise erworbene Einkommen der Landvögte war wichtig. Wolfgang Charles von Gingins, kurz vor der Revolution Staatskassier (ein Waadtländer als Finanzminister), hat über seine Einkünfte aus der Landvogtei Trachselwald genau Buch geführt: Es waren 54 000 Pfund in sechs Jahren. Wenn es auch schwer hält, dieses Einkommen mit dem heutigen Frankenkurs zu berechnen, waren es immerhin rund 90 000 Franken netto im Jahr. Dabei war die Landvogtei Trachselwald eine drittklassige.

Was auch immer von diesen Entschädigungen zu halten ist, das nicht zur Zahlung verwendete Getreide wurde in die Staatsspeicher auf Vorrat gelagert, 15 000 Zentner oder 4 Prozent der Ernte der Waadtländer.

Um den Grad der Vorsorge zu ermessen, muss man auch die verfügbaren Vorräte berücksichtigen, die nicht allein bei den Bauern vorhanden waren. Die Kornkammern waren, je nach Ernte und Markt, angereichert durch staatliche Importe aus Deutschland, Frankreich und zeitweise aus Sizilien. So war es im Jahre 1789, ein schlechtes Erntejahr, Höchstpreise des Jahrhunderts, möglicherweise mit ein Grund zur französischen Revolution. Die Herren von Bern hatten beschlossen — wie heute die Sowjetunion — 45 000 hl Getreide im Ausland anzukaufen. Um sie zu lagern, wurde das Schloss Chillon eingerichtet. Auch die Städte tätigten Einfuhren.

Die Vorräte in den Speichern mussten regelmässig erneuert werden. Das Getreide der Gnädigen Herren wurde genau auf den Zeitpunkt verkauft, wenn die vorangegangene Ernte aufgebraucht war und die neue bevorstand.

Dies war auch der Zeitpunkt der Höchstpreise. In der Regel wurde jedoch, wie bereits dargestellt, nicht dieser Höchstpreis verlangt, sondern ein Durchschnitt. Die Bäcker erhielten das Mehl unter dem Marktpreis, aber es wurde ihnen der Brotpreis für die Armen vorgeschrieben. Während des schlimmen Winters 1789/90 haben die Gnädigen Herren 50 000 hl Getreide zum Verkauf freigegeben und dabei einen Verlust von einer Million Pfund in Kauf genommen.

Unbestritten war die damalige bernische Staatskasse besser dotiert, als die heutige eidgenössische es ist. Der englische Historiker Gibbon, der Ende des 18. Jahrhunderts in Lausanne lebte, hat darüber berichtet, wie es die Herren in Bern verstanden, bei Kasse zu bleiben: Sie unterhielten keinen teuren Hof und verschuldeten sich nicht, wie die Nachbarländer, mit einer grossen Armee. Ihr Geld verschwand in die Schränke des Staates und in die Banken von ganz Europa, um es nicht eines Tages zum Raub eines Ungetreuen oder Eroberers zu machen.

Den Vorwurf, Geld zu äufen, kann der heutige Finanzminister, Nachfolger der Säckelmeister der deutschen und französischen Schweiz, nicht auf sich nehmen. Mindestens die Bundeskasse — ich spreche dabei nicht von der Nationalbank — bietet heute keinen Anlass zu einer Besetzung wie seinerzeit der Schatz des Alten Bern, sorgfältig aufbewahrt im «Schatzgewölbe», mit mehreren Schlössern gesichert, der schliesslich eine Beute der Franzosen wurde und, soweit er nicht «unterwegs» verschwand, der Finanzierung des Aegypten-Feldzuges von Napoleon diente.

Die Berner Aristokraten betrieben eine ehrliche und intelligente Politik, sie achteten darauf, dass es den Bauern gut ging und diese daran interessiert waren, die Höfe vorzüglich zu bestellen; sie selbst waren sparsam und geschäftstüchtig. Das spürte die Bevölkerung des Standes Bern und der Waadt.

Um nochmals auf Gibbon zurückzukommen: Er liess die Waadtländer wissen, dass sie in einem ausgezeichneten Klima lebten und fruchtbaren Boden bearbeiteten. Sie verfügten über Handelserleichterungen, von denen sie möglichst grossen Gebrauch machen sollten. Man hole die Philosophen nach London, Paris ziehe alle an, die die Annehmlichkeiten des Lebens liebten. Die Waadt lasse diesen beiden Städten das, was sie anziehungsfähig mache, aber ihr Land verfüge über alle Vorteile, es sei das einzige, wo man alles denken dürfe, und wo man zu leben verstehe. «Wenn ich ihr Land mit den Nachbarländern vergleiche, ist es mir ein Vergnügen, mich glücklich zu wissen.» Die Waadt sei durch das Bündnis mit den Eidgenossen während zwei Jahrhunderten vom Krieg verschont geblieben, die Steuern seien bescheiden, die Verwaltung rücksichtsvoll. Man höre nie von Urteilen ohne Prozess, ohne Verbrechen, ohne Ankläger, die einen Bürger seiner Familie entreissen. «Man sieht den Herrscher nie, und man spürt ihn nur selten.»

Es ist beizufügen, dass diese Klugheit und dieses Glück im Zusammenhang mit einer Epoche betrachtet werden müssen, wo überall in den Nachbarländern absolutistische Herrscher an der Macht waren. Weder die Untertanen in der Waadt noch die Bürger der Stadt Bern und der Landschaft konnten frei entscheiden, wie dies heute der Fall ist. Immerhin drängt sich über die Zeit und die Regierungen hinweg die Feststellung auf, dass die wichtigsten Probleme des Staates weitgehend die gleichen geblieben sind.